

LES CONTRIBUTIONS AU FONDS

M. Gordon Towers (Red Deer): Monsieur le Président, le ministre des Finances sait-il que le versement proposé ne rembourse pas aux agriculteurs l'argent qu'ils ont investi, peu importe la contribution du gouvernement fédéral?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, je voudrais bien que mon vis-à-vis tienne compte de l'apport du gouvernement à ce programme. Il est prévu que cette caisse doit faire ses frais à moyen et à long termes. C'est ce qui arrivera.

* * *

LE LOGEMENT

LA MESURE CONCERNANT L'ASSURANCE-HYPOTHÈQUE

M. Bill Kempling (Burlington): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. Madame le ministre a déclaré qu'elle présenterait bientôt une forme d'assurance-hypothèque. Or, à l'occasion du discours du trône, madame le ministre aurait dit qu'il n'y aurait pas d'assurance-hypothèque de sitôt. Madame le ministre peut-elle concilier ces deux expressions, «bientôt» et «pas de sitôt»? Pourrait-elle être plus précise et indiquer une date, une semaine, un mois? Quand présentera-t-elle une mesure législative sur l'assurance-hypothèque?

L'hon. Judy Erola (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur le Président, je crois que le député s'y perd un peu, car l'assurance-hypothèque ne fait pas partie de mes attributions. Il fait sans doute allusion à des modifications qui doivent être apportées à la loi sur l'intérêt, modifications que j'ai promises et qui, je l'espère, seront présentées à la Chambre en même temps que d'autres propositions relatives au logement.

M. Kempling: Il est question d'assurance-hypothèque et de modifications à la loi sur l'intérêt dans le même communiqué du cabinet du ministre. Elle devrait le lire.

LA POSITION DU MINISTRE DE LA CONSOMMATION ET DES CORPORATIONS

M. Bill Kempling (Burlington): Monsieur le Président, madame le ministre a dit qu'elle donnerait sa démission si un certain projet de loi n'était pas adopté. Prendra-t-elle le même engagement à l'égard de l'assurance-hypothèque et des modifications à la loi sur l'intérêt et démissionnera-t-elle si ces mesures ne sont pas adoptées avant le 30 juin 1984?

L'hon. Judy Erola (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur le Président, un engagement à la fois.

* * *

L'ÉNERGIE

LE CONTRÔLE DE L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE—L'AVENIR DE GULF CANADA

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Il doit

Questions orales

savoir que Standard Oil of California—Socal—a l'intention de racheter Gulf Oil de Pittsburgh, ce qui serait la plus grosse transaction de toute l'histoire américaine. Bien entendu, Gulf Oil du Canada sera touchée. Quel est le pourcentage de la participation canadienne dans l'industrie pétrolière? Le gouvernement du Canada entend-il prendre des mesures pour canadianiser Gulf Oil et en donner le contrôle aux Canadiens?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Depuis 1980, monsieur le Président, la part de propriété canadienne de l'industrie pétrolière et gazière est passée de 28 à 38 p. 100, soit une augmentation de 10 p. 100, ou presque un tiers de plus qu'auparavant. Quant à la deuxième question, elle sera soumise à l'Agence d'examen de l'investissement étranger et le ministre chargé de l'AEIE communiquera ses recommandations au cabinet.

M. le Président: Je permets au député de Vancouver-Kingsway de poser une seule question supplémentaire.

LES POSITIONS ADOPTÉES PAR LES CANDIDATS À LA DIRECTION DU PARTI LIBÉRAL

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Autrement dit, 62 p. 100 de l'industrie pétrolière sont encore sous contrôle étranger. Le premier ministre est-il déçu de constater que tous les candidats à la direction du parti semblent renoncer à l'idée de canadianiser l'industrie pétrolière? Le premier ministre et son gouvernement ont-ils abandonné ce projet?

M. le Président: A l'ordre. Je me demande si cette question se rattache à la première.

* * *

L'INDUSTRIE

ON DEMANDE UN PROGRAMME D'AIDE POUR LA RÉGION DE DEWDNEY-ALOUETTE EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

M. Gerry St. Germain (Mission-Port Moody): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Le ministre reconnaît que le chômage est le problème le plus grave que doivent affronter les Canadiens. Dans le district régional de Dewdney-Alouette, qui constitue la moitié orientale de ma circonscription, 47 p. 100 des travailleurs sont en chômage. Au comité, le sous-ministre et le ministre ont déclaré que des programmes de réalisation rapide seraient créés à l'intention des régions en difficulté. Le ministre songe-t-il à faire bénéficier cette région de l'un de ces programmes à cause des problèmes auxquels se heurte l'industrie du bois de charpente à l'heure actuelle?

L'hon. John Roberts (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Oui, monsieur le Président, j'examinerai comment le programme de CLE pourrait s'appliquer dans cette région. J'étudierai volontiers les revendications du député.